

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION

46, avenue Villarceau
CCI Saône-Doubs
25000 BESANCON

Tél : +336 73 49 95 91
Mél : jean-luc.pele@bureauveritas.com

N° affaire : 26133911/1

Mission : Coordination Sécurité et Protection de la Santé

Opération :

**Opération : AMENAGEMENT DU SERVICE ANATOMIE
PATHOLOGIE NIVEAU SS2**
3 boulevard Alexander Fleming
25000 BESANCON

Destinataire :

CHU BESANSON
Kévin LACHAUD
3 boulevard Alexander Fleming
25030 BESANCON CEDEX

Plan Général de Coordination

P.G.C.

Opération de catégorie : 2



Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
09/04/2025	Rev0	création du document	Jean-luc PELE

SOMMAIRE

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION	4
1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION	6
1.1. Présentation du projet	6
1.1.1. Objet de l'opération	6
1.1.2. Mode de consultation des entreprises	6
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier	6
1.1.4. Démarche environnementale	6
1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)	7
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier	7
1.2. Présentation des intervenants	7
2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS	8
2.1. Principe des séquences d'interventions	8
2.2. Inspections Communes	8
2.3. PPSPS	8
2.3.1. Pénalités	9
2.4. Sous-traitance	9
2.4.1. Déclaration des sous-traitants	9
2.4.2. Transmission du PGC	9
2.4.3. Obligation du sous-traitant	9
2.5. Intérimaires	10
2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »	10
2.7. Travailleurs indépendants	10
2.8. Protections individuelles	10
2.9. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers	10
2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers	11
3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE	12
3.1. Accès au site et réseaux provisoires	12
3.2. Emprise de chantier	12
3.2.1. Clôture et portail	12
3.2.2. Accès	12
3.2.3. Circulations	13
3.2.4. Signalisation	13
3.2.5. Stationnements	14
3.2.6. Stockage	14
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)	15
3.2.8. Cantonnements et entretien	15
3.3. Nettoyages (hors cantonnement)	16
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier	16
3.3.2. Plan d'installation de chantier	16
3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier	16
4. MESURES DE COORDINATION SPS	18
4.1. Définition des séquences d'interventions	18
4.2. Analyse de risques	19
4.3. Co-activités et protections collectives	32
4.3.1. Organisation de la sécurité collective	32
4.3.2. Déplacement de protection collective	33
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise	33
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles	33
4.4. Equipement de levage	34
4.4.1. Autorisation de survol	34
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention	34
4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site	34

4.5.1. Approvisionnements et stockage	34
4.5.2. Travaux superposés	34
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux	34
4.5.4. Protection contre le bruit	35
4.5.5. Protection contre l'incendie	35
4.5.6. Travaux en hauteur	35
4.5.7. Echafaudage, tour escalier	36
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins	37
4.6. Moyens communs	37
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur	37
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier	37
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels	38
4.6.4. Protection des accès – Auvents	38
4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets	38
5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER	39
5.1. Stockages sur le chantier	39
5.2. Nettoyage	39
5.3. Enlèvement des déchets	39
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires	39
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés	40
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise	40
6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	41
6.1. Déclarations particulières	41
6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération	41
6.3. Risques par rapport à un chantier voisin	42
6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure	42
6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion)	42
6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages	43
6.7. Locaux témoins	43
7. ORGANISATION DES SECOURS	44
7.1. Téléphone de secours	44
7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)	44
7.3. Travail isolé	44
7.4. Procédure d'organisation des secours	44
7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident	45
7.6. Point de rencontre secours	45
7.7. Modèle de fiche de secours	46
ANNEXES AU P.G.C.	47

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

du dossier PRO-DCE transmis par INGEROP le 31/03/2025

1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

1.1. Présentation du projet

1.1.1. Objet de l'opération

L'opération concerne l'aménagement du service anatomie-pathologie niveau SS2 au CHU Jean Minjot à Besançon (25) tel que:

Désamiantage: désamiantage réalisé en amont du présent projet dans le cadre de l'opération MEXT-DESA

Déplombage: si présence de plomb avérée, déplombage réalisé en amont du présent projet dans le cadre de l'opération MEXT-DESA

ML01 - Gros oeuvre-démolition-carottage: démolition de murs; carottages comprenant démolition de 2cm de la partie supérieure de la dalle, retrait de lachape de 5cm sur 50x50cm; création de portes comprenant sciage et démolition maçonneries non porteuses; démolition de cloisons; réalisation d'ouvertures comprenant sciage, mise en oeuvre de linteau; réalisation de plots CTA; renforts de chapes existantes en treillis de fibre de verre et résine ; remise à niveau carrelage existant; dépose faux-plafonds; siphons de sol

ML02 - Electricité : installation de chantier (coffrets de chantier); travaux préparatoires comprenant 1 alimentations, détection incendie provisoire, consignation des réseaux, dépose des cables restants; tableaux divisionnaires; cheminement des liaisons; distribution secondaire; appareillage; appareils d'éclairage; réseau de terre; VDI comprenant baie, fibre optique, tiroirs optiques; SSI; contrôle d'accès

ML03 - CVC Plomberie: dépose des équipements de chauffage; alimentations EG/EC; émetteurs de chaleur et de climatisation (cassettes en plafonds); climatisation spécifique; ventilation comprenant soufflage (CTA existante/ CTA additionnelle et réseau), reprise, extraction spécifique, caisson de filtration, local technique azote; dépose des équipements de plomberie; distribution EFS/ ECS; réseaux EU/EV; appareillages et accessoires sanitaires

ML05 - Partitions finitions

Lot 05.1 - Doublages-cloisons: cloisonnements provisoires; protection (polyane); cloisons sur ossatures métalliques; encoffrements divers; doublages sur murs maçonnés; réalisation d'impôtes; dépose de confinements; pose de renforts; dépose de châssis vitrés

Lot 05.2 - Menuiseries bois: bloc-portes; agencement; paillasse; mains courantes; cloisons vitrées; dépose-repose portes

Lot 05.3 - Revêtements de sols et muraux: revêtements de sols pvc compris plinthes; revêtements de sols et muraux concept douche; reprise des sols; protection murale acrovyn

Lot 05.4 - Faux-plafonds: faux-plafonds en dalles 600x600; retombées; reprises de faux-plafonds

Lot 05.5 - Peintures: préparation des supports; toile de verre; peintures

1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Type de marchés : public

1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 18 juillet 2025

Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 18

Phasage des travaux:

1.1.4. Démarche environnementale

Valorisation des déchets :

Dans un document soumis au visa du maître d'œuvre pendant la période de préparation, l'entrepreneur expose et s'engage sur :

- Le tri sur site des différents déchets de chantier et les méthodes qui sont employées pour ne pas mélanger les différents déchets,
- En cas de plate-forme de tri nécessitant un premier transport depuis le chantier, l'entrepreneur précise les méthodes et moyens employés ainsi que la localisation de l'installation,

- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de stockage ou de regroupement,
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui sont mis en œuvre pendant les travaux,
- L'information du maître d'œuvre en phase travaux quant à la nature des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,
- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets,
- La mise en zone de dépôt autorisée des déblais inertes en provenance du chantier et non réutilisables sur le site.

1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)

Nombre de lots (estimation) : estimation de 15 entreprises, sous-traitants compris

1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : estimation à 10/15 personnes en effectif de pointe

1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	CHU BESANSON	3 boulevard Alexander Fleming 25030 BESANCON CEDEX	klachaud@chu-besancon.fr	Kévin LACHAUD
Coordonnateur SPS	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION	46, avenue Villarceau 25000 BESANCON	06 73 49 95 91 jean-luc.pele@bureauveritas.com	Jean-Luc PELE
.	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION		mary.cronenberger@bureauveritas.com	Mary CRONENBERGER
Maîtrise d'œuvre	INGEROP	47, avenue Georges Clémenceau BP 1041 25001 BESANCON cedex	06 76 22 47 34 michel.hildenbrand@ingerop.com	Michel HILDENDRAND

Liste complète des entreprises en pièce jointe

2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

2.1. Principe des séquences d'interventions

Les séquences permettent d'identifier les principaux risques ayant une influence sur le calendrier détaillé des travaux et l'organisation du travail des entreprises concernées pour définir les mesures de prévention à mettre en œuvre et de préparer les Inspections Communes.

Le chantier se décompose en séquences successives.

2.2. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent **OBLIGATOIREMENT** être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :

- **L'inspection Commune devra être programmée avec le CSPS en respectant un délai de prévenance incompressible de 8 jours ouvrés (art R.4532-62 du Code du Travail).**
- **L'inspection Commune sera faite en présence du titulaire du lot.**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

2.3. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

2.3.1. Pénalités

L'intervention sur le chantier sans diffusion du P.P.S.P.S au Coordonnateur SPS entraînera l'application des pénalités prévues par le Maître d'Ouvrage pour non remise de document. L'expulsion immédiate de l'entreprise concernée pourra être demandée, si cette dernière ne respecte pas les règles élémentaires pour assurer la sécurité de son personnel, ne respecte pas les installations communes et le travail des autres entreprises.

S'il s'agit d'un sous-traitant, la pénalité sera appliquée à l'Entreprise ayant sous-traité ses travaux et le sous-traitant sera expulsé.

Art. L. 4722-6 : Sont punis d'une amende de 4500 € les travailleurs indépendants, ainsi que les employeurs lorsqu'ils exercent eux-mêmes, une activité sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, qui n'ont pas mis en œuvre les obligations qui leur incombent en application des articles L. 4111-6, L.4411-1, L. 4532-5, L.4532-6 et L. 235-18 du code du travail.

Se conformer aux pièces écrites du marché.

2.4. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

2.4.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

2.4.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

2.4.3. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

2.5. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

2.7. Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

2.8. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

2.9. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,

- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

D.U.E. (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,

Contrat d'intérim si pas de DUE,

Déclaration de détachement pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.

2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

Contraintes d'environnement de site

Présence d'amiante dans les existants

Sans objet

Présence de plomb dans les existants

Sans objet

Présence de silice dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence de silice"

3.1. Accès au site et réseaux provisoires

Voie d'accès existante

Base vie existante

Les lots partitions-finitions/ électricité/ plomberie mettront en oeuvre un sanitaire d'appoint sur zone travaux le lot électricité mettra en place dès le démarrage des travaux des coffrets de chantier en nombre suffisant, ces coffrets devant être vérifiés par un organisme indépendant.

3.2. Emprise de chantier

3.2.1. Clôture et portail

Elle sera constituée de panneaux pleins sur supports béton et stabilisateurs, d'une hauteur de 2.00m, sérieusement fixés entre eux au moyen de bagues anti-démontage et complétée d'une signalétique adaptée (chantier interdit au public, port du casque obligatoire, traversée de piétons obligatoire, etc) visiblement et durablement.

Les clôtures intérieures seront résistantes, fixées de manière efficace et durable et doublées côté chantier d'un confinement aux poussières de type polyane ou équivalent.

Elle sera installée par le macro-lot 05 (lot 05.1) qui en assurera l'entretien pendant la durée du chantier.

3.2.2. Accès

Accès CHRU

Pour tout intervenant sur site, l'entrée est située rue du Dr Jean-François Xavier Girod

Le stationnement sera réalisé obligatoirement sur le parking réservé à cet usage.

Un homme trafic sera présent pour assurer la sécurité des usagers, en particulier lors des manoeuvres des véhicules de chantier pour accéder ou sortir de la zone de travaux.

Se conformer au règlement intérieur de l'hôpital

Se conformer aux prescriptions générales communes (CCTC) pour les conditions d'accès (barrières levantes, gardiennage, contrôle d'accès, clôtures, contrôles d'accès, parking, signalisation provisoire, etc....)

S'assurer que les accès au site de travaux et au chantier sont bien fermés en dehors des heures de travail.

Toutes les entreprises doivent respecter les consignes d'hygiène et de sécurité à l'intérieur du CHU sous peine de sanctions :

Port des sur-chaussures obligatoire dans les couloirs du CHRU. Utilisation des bandes autocollantes devant les entrées

Interdiction de fumer

L'entreprise qui accueille, fournit le matériel de sécurité.

Mise à disposition dans bureau de chantier de protections individuelles pour Maîtrise d'Ouvrage et Maîtrise d'oeuvre (4 équipements : bottes de sécurités, casques).

Les entreprises doivent informer leurs fournisseurs des consignes d'accès au chantier.

Toutes les entreprises doivent respecter les consignes d'hygiène et de sécurité à l'intérieur du CHU sous peine de sanctions.

Port des surchausses obligatoire dans les couloirs du CHRU.

Utilisation des bandes autocollantes devant les entrées (tapis anti-poussières).

Accès aux zones de travaux

Une visite préalable de sécurité sera systématiquement organisée avec les entreprises intervenantes avant toute intervention sur une nouvelle zone de travaux.

Toute intervention à l'intérieur du CHRU doit faire l'objet d'une demande de Permis de Travaux (PT) avec affichage obligatoire.

Toute absence de PT peut faire l'objet d'une expulsion de l'entreprise de la part du Maître d'ouvrage, du MOE ou du CSPS

Les intervenants utiliseront de manière privilégiée les lifts pour un accès aux zones travaux, des escaliers de secours existant par ailleurs.

Un fléchage et une signalétique adaptée indiquant l'étage et l'aile de la zone travaux devront être affichés de manière durable et efficace aux endroits clefs des accès chantier.

Enfin, chaque entreprise intervenant sur l'opération tient à jour une liste nominative de ses personnels présents sur le site y compris les personnels intérimaires et prendra les dispositions nécessaires en vue de fournir à ses salariés une carte d'entreprise type FNB en vigueur à ce jour.

Tous les intervenants sont soumis à cette obligation.

3.2.3. Circulations

Circulations horizontales

Tout engin à moteur circulant à l'intérieur de la zone "travaux" (hors chemin d'accès et zone de livraison) est considéré comme engin de chantier.

Limitée au strict emploi d'engins nécessaires aux mises en œuvre,

Neutralisation des zones de travail et de circulation, autrement que par un simple "rubalise", trop aléatoire pour la destination envisagée,

Formations et autorisations de conduite pour tout chauffeur de matériel à conducteur porté,

Equipement de gyrophare et klaxon de recul pour tout véhicule entrant dans les zones de travaux,

Se renseigner au préalable de toute intervention d'engins lourds type grue ou nacelle sur la portance des sols et la présence de réseaux enterrés

Concernant les circulations intérieures, il faudra respecter les points suivants:

Maintenir les circulations propres et dégagées, pour le bon fonctionnement du chantier et le libre accès des services de secours.

Nettoyage des postes de travail à l'avancement.

Cadencer les approvisionnements en matériaux et matériels des différents niveaux, en respectant le planning , afin d'éviter l'encombrement du chantier.

Circulations verticales

Echelles, échafaudages ou plates-formes de travail doivent être conformes à la réglementation en vigueur et notamment répondre aux exigences du décret n°2004-924 du 1er septembre 2004.

L'utilisation d'échelles comme poste de travail est interdite. Une échelle est un moyen d'accès et non un support de travail : les entreprises doivent prévoir pour les travaux en hauteur l'utilisation d'échafaudages ou plate-forme individuelle de travail protégés.

Lorsqu'une échelle est utilisée, elle doit être fixée ou maintenue de façon à ne pouvoir ni glisser du bas ni basculer.

Cette échelle doit dépasser l'endroit où elle donne accès d'un mètre au moins, ou être prolongée par une main courante à l'arrivée.

3.2.4. Signalisation

Panneau de chantier

Conformément à l'article R.8821-1 du code du travail, ce panneau comportera les noms, raisons sociales et adresses de tous les intervenants. Il sera visible depuis la voie publique et installé par le macro-lot 01.

Signalétique chantier

Dès l'accès au chantier, pour tous les locaux de vie et d'hygiène, le macro-lot 01 installe, entretient et maintient en bon état permanent, visiblement et durablement, en les adaptant, les panneaux conformes aux dispositions du code de la route ou affichages ou pictogrammes suivants :

- « chantier interdit au public »,
- « port du casque obligatoire »,
- « port des chaussures de sécurité obligatoire »,
- « interdiction de fumer », (décret du 15 novembre 2006)

3.2.5. Stationnements

Les véhicules stationneront hors de l'emprise du chantier clôturé (véhicules personnels et véhicules entreprises n'ayant pas nécessité de se trouver dans l'enceinte)

Le titulaire devra prévoir des places de stationnements dans l'emprise du chantier ou à proximité immédiate de celui-ci sur un terrain "privatif" (hors domaine public)

3.2.6. Stockage

Livraisons

Seuls les véhicules en cours de chargement ou déchargement seront acceptés dans l'enceinte du chantier pendant les phases de chargement et de déchargement, après délivrance d'une autorisation (PT obligatoire)

En dehors des phases de chargement et de déchargement, le stationnement des véhicules se fera sur le domaine public dans le respect des règles du code de la route, ou sur la base vie dans la limite des places disponibles

Respect obligatoire des voies pompiers : stationnement strictement interdit (sauf arrêt et interventions ponctuelles soumis à PT obligatoire)

Dans le cas de "circulation dangereuse" ou dans le cas de manoeuvres pour les entrées-sorties du site, le livreur sera guidé par le chef de chantier de l'entreprise livrée, ou, a minima, par un "homme trafic", et ce sur tout le parcours concerné par le risque, le chef de manoeuvre étant alors équipé en conséquence (baudrier fluorescent)

Information des fournisseurs et notamment pour ce qui concerne le gabarit des véhicules utilisés.

Les points suivants devront être précisés sur le PIC:

- aires de déchargement
- aires de retournement
- aires d'attente et/ou de stationnement

Zones de stockages

Toute demande de stockage à l'intérieur du CHU doit faire l'objet d'une autorisation de la MOA

La MOA se réserve la possibilité de faire intervenir une entreprise en cas de problème de carence pour l'évacuation de déchets encombrants, à la charge soit du compte prorata, soit du ML concerné si identifié.

Les entreprises installeront leurs magasins et aires de stockage selon le principe prévu sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise devra tenir compte des consignes données par le coordonnateur lors de l'inspection commune.

Chaque entreprise utilisant des produits étiquetés joindra la fiche de données de sécurité du produit à son P.P.S.P.S.

La règle du permis de feu sera de rigueur.

Les entreprises préciseront dans leur P.P.S.P.S. l'utilisation ou non de magasins mobiles.

Le stockage et l'approvisionnement seront limités aux utilisations hebdomadaires.

Possibilité de stockage à l'intérieur des zones en travaux, sur DAS, en précisant les dates et les locaux concernés.

Il est prévu la possibilité de produits non dangereux dans la limite des surcharges admissible : à proximité des zones en travaux (volume "quotidien") et sur l'étage tampon (étage inférieur volume hebdomadaire)

Affichage obligatoire des DAS à l'entrée des locaux.

Des pénalités seront appliquées en cas de non-respect de cette clause.

Il ne sera pas accepté de stockages sur des zones non protégées par une protection collective si la zone de stockage concernée n'est pas située au sol.

Les zones de stockage devront être organisées par le lot Gros oeuvre, qui tiendra compte des besoins de chaque lot lors de l'établissement du PIC.

Enfin, tenir compte de la réglementation environnementale s'agissant des types de stockages et du positionnement des bennes.

3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

A la charge du lot Gros oeuvre

Indiquer le point d'alimentation possible permettant de délivrer la puissance nécessaire à l'ensemble du chantier ; demander par lot les besoins en énergie, la ligne électrique reliant le point d'alimentation et l'armoire générale de distribution sur le chantier et la distribution nécessaire à ses installations (cantonnements...)

Le lot G.O. fait vérifier les installations électriques précitées par une personne réputée compétente par le Ministère du Travail.

Le rapport de cette (ces) vérification(s) avec les justificatifs de réalisation des travaux requis est présenté au coordonnateur et reste tenu à disposition dans le bureau de chantier.

Le présent lot prévoira également une alimentation en eau pour les cantonnements et différentes zones de travaux, cette alimentation devant être protégée du gel (ex: mise en place de cordon chauffant + calorifuge)

A la charge du lot électricité

La fourniture, l'entretien et l'alimentation des tableaux de distribution en nombre suffisant. Ces coffrets intérieurs seront équipés de 6 prises au minimum. Leur implantation permettra l'emploi de rallonges d'une longueur inférieure à 25.00 m,

La fourniture du plan d'installation électrique sera établi et fourni au Coordonnateur lors de la période de préparation.

La surveillance et entretien des installations

En phase d'essais, la procédure de consignation toutes énergies

Les vérifications des installations électriques demandées seront effectuées conformément aux prescriptions de la réglementation en vigueur.

Les rapports de vérification et registres de sécurité seront maintenus à disposition sur le chantier.

Chaque entreprise doit utiliser du matériel conforme à la réglementation et désigner une personne chargée de son entretien. ces installations seront conformes à la réglementation et notamment pour ce qui concerne l'exposition à l'humidité (attente de la mise hors d'eau du bâtiment),

Les installations d'éclairage seront séparées des installations des coffrets de prises, l'intensité du courant sera, conformément à la norme C.15-100, fonction des conditions des locaux éclairés,

Ces installations seront réalisées au fur et à mesure de l'avancement du chantier selon les besoins et seront contrôlées par un organisme agréé par le Ministère du Travail au compte des lots chargés de leur installation

3.2.8. Cantonnements et entretien

La base vie de la composante MSI est mise à disposition des salariés (bureaux, salle de réunion, vestiaires, réfectoire, stationnement) et la seconde base vie est réservée au stockage des matériaux, des équipements, et des déchets.

En plus des sanitaires déjà prévus dans les 2 bases vie, installations sanitaires sur chantier :

Mise en place pour les hommes d'urinoirs en nombre suffisants, ainsi que de lave-mains, et installation d'un WC femmes fermé à clef (une clef sera remise par le MOE avec décharge à chaque personnel féminin qui en fera la demande)

L'installation des sanitaires traditionnels (non chimiques), et des serrures, ainsi que leur nettoyage quotidien, sont à la charge du Compte Prorata.

ATTENTION : interdiction absolue d'utiliser le WC pour déverser des produits issus du chantier.

Le nettoyage des outils doit se faire exclusivement à la base vie.

Les entreprises devront également respecter scrupuleusement les FDS interdisant le rejet à l'égout de certains produits.

Toutes les dégradations seront à la charge du ou des ML concernés détenteurs des clefs.

3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

Les installations et les abords de chantier seront tenus dans un état de propreté constant.

Un nettoyage plus méticuleux sera effectué toutes les fins de semaine.

Les installations internes aux travaux seront tenues dans un état de propreté constant lié au fait que l'établissement hospitalier continu à exploiter en coactivité avec les travaux (ceci malgré les cloisons étanches). Un nettoyage fin sera effectué chaque jour.

Les véhicules devront laisser les voies du quartier dans un parfait état de propreté.

En cas de souillure des voies publiques, les entreprises responsables effectueront à leurs frais le nettoyage des zones concernées.

Chaque entreprise est responsable du ramassage, du stockage et de l'évacuation jusqu'à un site d'élimination ou de récupération de ces propres déchets, produits par son activité :

- chutes et emballages de matériaux
- déchets de dépose ou de démolition

En cas de défaillance, le Maître d'ouvrage fera effectuer le nettoyage à la charge de l'entreprise défaillante.

3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Le Coordonnateur SPS collaborera avec le maître d'œuvre à la transcription par celui-ci, sous forme de plan, du projet d'installation de chantier.

3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **ML01 - GROS OEUVRE-DEMOLITION-CAROTAGE** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

- des conduites enterrées et aériens,
- des clôtures et protections temporaires,
- des parkings pour les véhicules de chantier,
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires et des différents bureaux,
- recettes (plans des façades),
- des zones dégagées et prévues pour recevoir les échafaudages ou la circulation de nacelles,
- de l'emplacement des zones de stationnement, personnel et entreprises,
- du point de rencontre pour accueil des services de secours,
- des zones de stockage et de préparation, y compris zones de rétention
- de l'emplacement des bennes à déchets,
- des accès provisoires au bâtiment,
- de l'emplacement de la grue,
- des zones d'interdiction de survol des charges,
- de l'emplacement de l'armoire générale électrique de chantier et des coffrets divisionnaires.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	ML01 - GROS OEUVRE-DEMOLITION-CAROTAGE	ML01 - GROS OEUVRE-DEMOLITION-CAROTAGE	FIN DE CHANTIER
Accès	ML01 - GROS OEUVRE-DEMOLITION-CAROTAGE	ML01 - GROS OEUVRE-DEMOLITION-CAROTAGE	FIN DE CHANTIER
Circulations			
Signalisation	ML01 - GROS OEUVRE-DEMOLITION-CAROTAGE	ML01 - GROS OEUVRE-DEMOLITION-CAROTAGE	FIN DE CHANTIER
Stationnement			

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Stockage	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE	FIN DE CHANTIER
Réseaux provisoires de chantier	ML02 - ELECTRICITE	ML02 - ELECTRICITE	FIN DE CHANTIER
Coffret électrique général	ML02 - ELECTRICITE	ML02 - ELECTRICITE	FIN DE CHANTIER
Coffret divisionnaire et éclairage	ML02 - ELECTRICITE	ML02 - ELECTRICITE	FIN DE CHANTIER
Cantonnement	DESAMIANPAGE ET BASE VIE MSI EXISTANTE	DESAMIANPAGE ET BASE VIE MSI EXISTANTE	FIN DE CHANTIER
Infirmierie de chantier			
Nettoyage hors cantonnement	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE	FIN DE CHANTIER
PIC	ML01 - GROS OEUVRE- DEMOLITION-CAROTAGE		
Protections collectives	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE	FIN DE CHANTIER
Accès hauteur communs			
Déchets - Gravats	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE	FIN DE CHANTIER

4. MESURES DE COORDINATION SPS

4.1. Définition des séquences d'interventions

Décomposition des interventions et remarques en termes de coactivités en concertation avec le maître d'œuvre.

Séquence(s)	calendrier hypothèse	Tâche(s) / lot(s)	Danger(s)	Essentiel(s) de la séquence
1 MACRO-LOTS 01 A 05		ML01 - GROS OEUVRE- DEMOLITION -CAROTAGE	Travail en hauteur Déplacement de plain-pied Manutention manuelle Inhalation poussières Chute d'objets, éclats	
		ML02 - ELECTRICIT E	Contact électrique direct ou indirect Travail isolé Travail en hauteur Réseaux	
		ML03 - CVC PLOMBERIE	Réseaux Travaux à point chaud Manutention manuelle	
		ML05 - PARTITIONS -FINITIONS	Inhalation poussières Déplacement de plain-pied Produits dangereux Manutention manuelle Produits dangereux Travail en hauteur	
		GENERALIT ES TOUS CORPS D'ETATS	Travail en hauteur Réseaux Manutention manuelle Bruit, vibrations Voisinage Inhalation poussières Contact électrique direct ou indirect Travaux à point chaud Produit inflammable Engins et matériels Produits dangereux Travail isolé Eclairage Déplacement de plain-pied Amiante Plomb	

4.2. Analyse de risques

Séquence : 1 - MACRO-LOTS 01 A 05

ML01 - GROS OEUVRE-DEMOLITION-CAROTAGE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Travail en hauteur	<p>Protections collectives</p> <p>Les ouvertures sur plancher devront être obturées par des matériaux suffisamment résistants et fixés au support.</p> <p>Si leurs dimensions sont supérieures à 0,25 m², elles seront protégées à l'aide de garde-corps (lisse ht : 1, 00 à 1.10 ml lisse intermédiaire à 0.50 ml et plinthe de 0.15 ml ou platelage de protection fixé de manière durable et efficace</p> <p>Les ouvertures, baies, percées seront munies de garde-corps ne gênant pas la pose des équipements définitifs (fenêtres, garde-corps, etc)</p> <p>En cas de superposition de tâches au droit des trémies un platelage sera mis en place afin de protéger les salariés des risques de chutes divers et de gravois de démolitions ou en surplus</p> <p>Murs agglomérés</p> <p>L'Edification des murs en blocs agglomérés sera réalisée avec des échafaudages à gardes corps conformes à la nouvelle norme et des plateaux de largeur suffisante pour recevoir des recettes, les plateaux devront être aptes à recevoir des charges de matériaux</p> <p>Echafaudages (élévations murs agglos, etc) :leur montage doit être réalisé par des personnes ayant reçu une formation adéquate (Décret 2004-924, article 4323-69)</p> <p>Les échafaudages devront comporter des lisses, sous-lisses et plinthes, y compris côté façade pour le cas ou celle-ci serait distante de 20cm et plus de ces équipements</p> <p>Tout le matériel utilisé doit avoir été vérifié et contrôlé avant toute utilisation. Les fiches techniques doivent être présentées au CSPS.</p> <p>Il faut empêcher la chute du personnel qui se rend aux postes de travail situés en élévation par des dispositifs de protection collective appropriés. L'ensemble des travaux en hauteur se feront à l'aide d'un échafaudage sur pieds</p>	
Déplacement de plain-pied	<p>Maintenir les circulations propres et dégagées.</p> <p>Nettoyage des postes de travail à l'avancement.</p> <p>Cadencer les approvisionnements en</p>	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	matériaux et matériels, en respectant le planning , et afin d'éviter l'encombrement du chantier.	
Manutention manuelle	Les manutentions de matériaux ne devront pas se faire aux dépens de la sécurité des personnes et des biens. Ils devront respecter les volumes et surcharges des moyens de manutention verticale mis en service pour les travaux. Favoriser la mécanisation des moyens de manutention afin de réduire la pénibilité au travail et de réduire le risque TMS, stockage et approvisionnement au plus près du poste de travail.	
Inhalation poussières	Poussières (ciment, silice, plâtre...) : Lors des opérations entraînant l'émission de poussières, il est nécessaire d'utiliser des machines disposant d'équipement aux normes en vigueur et de système de captation à la source EPI adaptés (masque; protections oculaires)	
Chute d'objets, éclats	Carottage ou percements de planchers : assurer la sécurité à l'arrière ou sous la zone concernée	

ML02 - ELECTRICITE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Contact électrique direct ou indirect	Les personnels électriciens seront tous habilités H1 B1 minimum ou habilités suivant le décret de 2011 applicable au 1 ^{er} Juillet 2012 Les personnels de l'entreprise concernés seront tous habilités pour les tâches qui leurs sont confiées, Les interventions sur réseaux en tension BT et HT seront décrites dans le PPSPS de l'entreprise concernée et notamment la méthodologie, les fiche d'analyse de risque, les procédures de consignation, déconnexion, les moyens mis à disposition des personnels L'entrepreneur doit procéder à une inspection avant tous travaux dans la zone ou les entreprises doivent intervenir. L'électricité est à l'origine d'accidents du travail graves, et mortels. Il convient donc à l'entrepreneur et à son personnel de connaître le matériel et les principes de sécurité qui se rattachent à ce risque. Suivant les tâches à exécuter, l'entrepreneur doit obligatoirement avoir du personnel qualifié et habilité suivant la réglementation en vigueur, afin d'exécuter ses travaux dans les meilleurs conditions de sécurité pour son propre personnel et pour autrui. Outre les mesures	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	de protections individuelles, l'entrepreneur prend en compte pendant toute la durée de ses travaux, toutes les mesures de protections collectives qu'il jugera nécessaires pour la sécurité du chantier.	
Travail isolé	Tous travaux se feront en binômes	
Travail en hauteur	Balisage des zones de travail Les sécurités provisoires mises en place par le lot gros oeuvre ne doivent sous aucun prétexte être déposées lors de la pose, même provisoirement pour des approvisionnements Utilisation de nacelles adaptées aux travaux à réaliser et aux conditions de travail, voire d'échafaudages et plateformes de travail adaptés, la périphérie de ces travaux devant être neutralisée afin d'interdire tout passage dans l'aire de survol des nacelles et engins de levage.	
Réseaux	Vérification des réseaux, neutralisation et consignation préalablement aux travaux. Obtenir les attestations de coupure. Consulter les plans de recollement des réseaux. Dans le cas de réseaux devant rester actifs, il est nécessaire de les identifier et d'informer l'ensemble des lots présents sur le chantier. En cas de mise sous tension avant achèvement complet des travaux et dans tous les cas avant le début des travaux de démolition <u>Consignation électricité</u> A réaliser par le Maître d'ouvrage, qui devra transmettre au Coordonnateur SPS un PV précisant : la date de consignation, le nom de l'intervenant, le plan de la zone concernée, le type de contrôle qui a été réalisé	

ML03 - CVC PLOMBERIE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Réseaux	Vérification des réseaux, neutralisation et consignation préalablement aux travaux. Obtenir les attestations de coupure. Consulter les plans de recollement des réseaux. Dans le cas de réseaux devant rester actifs, il est nécessaire de les identifier et d'informer l'ensemble des lots présents sur le chantier. En cas de raccordement gaz avant achèvement complet des travaux et dans tous les cas avant le début des travaux de démolition	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p><u>Consignation gaz</u> A réaliser par le Maître d'ouvrage, qui devra transmettre au Coordonnateur SPS un PV précisant : la date de consignation, le nom de l'intervenant, le plan de la zone concernée, le type de contrôle qui a été réalisé.</p>	
Travaux à point chaud	<p>Permis feu journalier, à chaque changement d'équipe, fait sur place au service de sécurité du CHRU Utilisation obligatoire d'un extincteur de l'entreprise, ainsi que d'une bâche ignifugée Interdiction de fumer dans le CHU, sur le site et dans la base vie Affichage permis feu obligatoire</p> <p>1/ Extincteur homologué et vérifié par poste de travail. 2/ Personne formée au maniement des extincteurs. 3/ S'assurer qu'aucun matériau combustible est situé sur la zone de travaux ou à proximité. 4/ Mise en place d'écrans de protection sur chaque aire de travail. 5/ Inspection des lieux après travaux.</p> <p>Chaque entreprise assurera, sur l'ensemble des postes de travail présentant des risques d'incendie, la fourniture à son personnel de moyens de protection adaptés aux risques créés. Ces zones de travail à risques devront être signalées et interdites aux locataires. La règle du permis feu sera imposée pour toute intervention par point chaud. Ce permis feu prévoira une interruption d'intervention par point chaud 2 heures avant le départ des salariés, et une visite par la personne de l'entreprise responsable de la sécurité qui devra s'assurer de l'absence de fumée ou d'odeur une ½ heure après l'arrêt des interventions par point chaud. Le permis feu sera rempli par l'entreprise concernée et sera signé par le représentant du maître d'ouvrage ou le service de maintenance, sécurité de l'Hôpital. Chaque entreprise assurera, en cas de besoin de renouvellement d'air, d'une introduction et extraction d'air afin de garantir la sécurité des salariés et éviter les explosions.</p>	
Manutention manuelle	<p>Les manutentions de matériaux ne devront pas se faire aux dépens de la sécurité des personnes et des biens. Ils devront respecter les volumes et surcharges des moyens de manutention</p>	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>verticale mis en service pour les travaux. Favoriser la mécanisation des moyens de manutention afin de réduire la pénibilité au travail et de réduire le risque TMS, stockage et approvisionnement au plus près du poste de travail. Les entreprises doivent prévoir dans leurs P.P.S.P.S. des modes opératoires réduisant les manutentions manuelles. Privilégier le recours aux équipements tels que grue, chariots, transpalettes, monte-charges.</p> <p>La manutention s'effectuera avec les protections individuelles : gants de protection, vêtements de travail, casque, chaussures de sécurité.</p> <p>L'utilisation du matériel de levage et manutention par d'autres corps d'état ne sera accepté par l'entreprise à qui appartient le matériel que sous réserve que ce dernier soit conforme aux normes de sécurité.</p> <p>Les conditions d'utilisation devront être précisées par le propriétaire du matériel dès l'inspection commune (coût horaire, délai pour planification, etc).</p> <p>Le matériel doit toujours être conduit par le personnel qualifié de l'entreprise auquel il appartient.</p> <p>L'arrimage doit être exécuté par un ouvrier de l'entreprise à qui appartient le matériel, sous réserve que le corps d'état utilisateur ait fourni le matériel de manutention conforme et adapté.</p> <p>Mise à disposition des lifts de chantier</p>	

ML05 - PARTITIONS-FINITIONS

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Inhalation poussières	<p>Les travaux générateurs de poussières du type détalonnage de portes ou autres rabotages pour des réglages de menuiseries devront avoir lieu si possible en dehors d'une zone fermée</p> <p>Dans le cas contraire, la zone devra être correctement ventilée</p> <p>Dans tous les cas, port d'EPI adaptés (masques, lunettes, etc)</p>	
Déplacement de plain-pied	<p>Maintenir les circulations propres et dégagées.</p> <p>Nettoyage des postes de travail à l'avancement.</p>	
Produits dangereux	<p>Quelque soi(ent)t les revêtements, les entreprises concernées devront mettre à</p>	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>disposition de leurs personnels des EPI spécifiques à leurs propres travaux</p> <p>Les entreprises veilleront à prévoir des calfeutrements de portes, protections de type polyane hermétique sur les issues de parties de locaux en cours de travaux préparatoires de ponçage, détalonnage de portes ou mise en peinture afin de palier à toutes nuisances de type : poussières, odeurs inhalation de produits toxiques ou chimiques</p> <p>Une ventilation et une aération seront prévues dans les containers et locaux de stockage des matériaux</p> <p>Les personnels de l'entreprise concernée ou sous traitants seront équipés d'EPI spécifiques et conforme au Code du Travail, recommandation CRAM et INRS pour : les tâches ponçage, projection de peinture au pistolet, malaxage de produits.</p> <p>Les locaux en cours de peinture ou de projection seront aérés au moins naturellement</p> <p>Concernant les travaux de peintures de sols, lazures, vernis et tout autres produits susceptibles de provoquer des émanations irritantes, la zone de travaux devra être correctement ventilée conformément aux prescriptions du fabricant et interdite à toute personne non munie des EPI adaptés (masques, etc)</p>	
Manutention manuelle	<p>Les manutentions de matériaux ne devront pas se faire aux dépens de la sécurité des personnes et des biens.</p> <p>Ils devront respecter les volumes et surcharges des moyens de manutention verticale mis en service pour les travaux.</p> <p>Favoriser la mécanisation des moyens de manutention afin de réduire la pénibilité au travail et de réduire le risque TMS, stockage et approvisionnement au plus près du poste de travail.</p> <p>Les entreprises doivent prévoir dans leurs P.P.S.P.S. des modes opératoires réduisant les manutentions manuelles.</p> <p>Privilégier le recours aux équipements tels que grue, chariots, transpalettes, monte-charges.</p> <p>La manutention s'effectuera avec les protections individuelles : gants de protection, vêtements de travail, casque, chaussures de sécurité.</p> <p>L'utilisation du matériel de levage et manutention par d'autres corps d'état ne sera accepté par l'entreprise à qui appartient le matériel que sous réserve que ce dernier soit</p>	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>conforme aux normes de sécurité. Les conditions d'utilisation devront être précisées par le propriétaire du matériel dès l'inspection commune (coût horaire, délai pour planification, etc). Le matériel doit toujours être conduit par le personnel qualifié de l'entreprise auquel il appartient. L'arrimage doit être exécuté par un ouvrier de l'entreprise à qui appartient le matériel, sous réserve que le corps d'état utilisateur ait fourni le matériel de manutention conforme et adapté.</p> <p>Mise à disposition des lifts de chantier</p> <p>Sols souples L'entreprise devra prévoir une découpe des sols au dépôt, d'une part pour éviter d'avoir à porter des lés d'un trop grand volume et donc poids et d'autre part pour limiter les encombrement liés aux découpes.</p>	
Produits dangereux	<p>L'entreprise détaillera dans son PPSPS son mode opératoire, méthodologie, matériels prévus notamment pour les travaux de grande hauteur et mode d'approvisionnements elle prévoira : Une ventilation et une aération dans les containers et locaux de stockage des matériaux Les personnels de l'entreprise concernée ou sous traitants seront équipés d'EPI spécifiques et conforme au Code du Travail, recommandation CRAM et INRS pour : les tâches ponçage, projection de peinture au pistolet, malaxage de produits. Les locaux en cours de peinture ou de projection seront aérés au moins naturellement Concernant les travaux de peintures de sols, lazures, vernis et tout autres produits susceptibles de provoquer des émanations irritantes, la zone de travaux devra être correctement ventilée conformément aux prescriptions du fabricant et interdite à toute personne non munie des EPI adaptés (masques, etc)</p>	
Travail en hauteur	<p>Les travaux de pose de cloisons, isolations, doublage en rampant sous vide ou de grande hauteur ou en rive de vide devront être réalisés avec des échafaudages ou plateformes échafaudage de travail garantissant les personnels des chutes de hauteur Chute dans les trémies : maintenir en place les protections collectives</p>	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>L'Entreprise concernées ou son sous traitant définira et détaillera son mode opératoire dans son P.P.S.P.S notamment s'agissant de l'approvisionnement et de la manutention des matériels et les interventions de grande hauteur</p> <p>L'Entreprise privilégiera des plateformes, échafaudage de travail à gardes corps suivant l'encombrement notamment les halls de grande hauteur plutôt que des échafaudages roulants à stabilisateur et pied auto bloquants</p>	

GENERALITES TOUS CORPS D'ETATS

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Travail en hauteur	<p>Respect du décret du 01/09/2004 et de l'arrêté du 21/12/2004.</p> <p>Utilisation d'échafaudage, et nacelle.</p> <p>Identifier les points d'ancrage nécessaires pour des opérations ponctuelles.</p> <p>Respect des balisages et signalétiques mis en place.</p> <p>Port des EPI adaptés aux travaux.</p> <p>Neutralisation de la zone à l'aplomb de l'activité aérienne en cours.</p> <p>Les échafaudages doivent être montés ou démontés conformément à la notice du fabricant et prescriptions du décret du 8 Janvier 1965 modifié le 6 Mai 1995.</p> <p>L'usage des échelles n'est admis que comme matériel d'accès.</p> <p>L'utilisation des plates formes individuelles roulantes (P.I.R) ou d'échafaudage roulant devra être privilégiée.</p> <p>Chaque entreprise est chargée de la mise en place, de l'entretien et de la maintenance des protections collectives à l'intérieur des ouvrages et à leurs abords pendant toute la durée du chantier.</p> <p>Si pour une tâche déterminée ou pour des raisons techniques, une entreprise est amenée à déposer un élément de protection, elle doit assurer immédiatement la continuité de la sécurité par un autre moyen défini dans son P.P.S.P.S., la sécurité collective devant être assurée de manière continue dans l'espace et dans le temps.</p> <p>Elle rétablira les protections initiales le plus rapidement possible.</p>	<p>Respect des balisages mis en oeuvre.</p> <p>Respect des protections collectives en place</p>
Réseaux	<p>Vérification des réseaux, neutralisation et consignation préalablement aux travaux.</p> <p>Obtenir les attestations de coupure.</p> <p>Consulter les plans de recollement des réseaux.</p>	<p>Respect des procédures de consignation /déconsignation.</p> <p>Respect de la signalétique.</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>Dans le cas de réseaux devant rester actifs, il est nécessaire de les identifier et d'informer l'ensemble des lots présents sur le chantier.</p> <p>En cas de mise sous tension ou raccordement gaz avant achèvement complet des travaux et dans tous les cas avant le début des travaux de démolition</p> <p><u>Consignation électricité</u> A réaliser par le Maître d'ouvrage, qui devra transmettre au Coordonnateur SPS un PV précisant : la date de consignation, le nom de l'intervenant, le plan de la zone concernée, le type de contrôle qui a été réalisé</p> <p><u>Consignation gaz – fluides médicaux</u> A réaliser par le Maître d'ouvrage, qui devra transmettre au Coordonnateur SPS un PV précisant : la date de consignation, le nom de l'intervenant, le plan de la zone concernée, le type de contrôle qui a été réalisé.</p> <p><u>Autres consignations</u> Si nécessaire</p>	
Manutention manuelle	<p>Les manutentions de matériaux ne devront pas se faire aux dépens de la sécurité des personnes et des biens.</p> <p>Ils devront respecter les volumes et surcharges des moyens de manutention verticale mis en service pour les travaux.</p> <p>Favoriser la mécanisation des moyens de manutention afin de réduire la pénibilité au travail et de réduire le risque TMS, stockage et approvisionnement au plus près du poste de travail.</p> <p>Les entreprises doivent prévoir dans leurs P.P.S.P.S. des modes opératoires réduisant les manutentions manuelles.</p> <p>Privilégier le recours aux équipements tels que grue, chariots, transpalettes, monte-charges.</p> <p>La manutention s'effectuera avec les protections individuelles : gants de protection, vêtements de travail, casque, chaussures de sécurité.</p> <p>L'utilisation du matériel de levage et manutention par d'autres corps d'état ne sera accepté par l'entreprise à qui appartient le matériel que sous réserve que ce dernier soit conforme aux normes de sécurité.</p> <p>Les conditions d'utilisation devront être précisées par le propriétaire du matériel dès l'inspection commune (coût horaire, délai pour planification, etc).</p> <p>Le matériel doit toujours être conduit par le</p>	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>personnel qualifié de l'entreprise auquel il appartient.</p> <p>L'arrimage doit être exécuté par un ouvrier de l'entreprise à qui appartient le matériel, sous réserve que le corps d'état utilisateur ait fourni le matériel de manutention conforme et adapté.</p> <p>Mise à disposition des lifts de chantier</p>	
Bruit, vibrations	<p>Dispositions de nature à éviter la co-activité de corps d'état différents lors de la réalisation de travaux présentant un risque spécifique (flocage, sablage, application de substances toxiques ou explosives, soudure, radiographie des soudures, travaux bruyants ...):</p> <p>Le niveau sonore de chaque poste de travail doit être de 80 dB maximum,</p> <p>Tous les intervenants exposés momentanément à un niveau sonore supérieur à 80 dB doivent porter les protections auditives appropriées,</p> <p>Tout poste de travail exposé d'une manière prolongée à un niveau sonore de plus de 80 dB doit faire l'objet d'une étude particulière (protections particulières, décalage du planning, neutralisation de la zone exposée, etc.)</p> <p>Les entreprises utiliseront du matériel dont le niveau sonore est conforme à la réglementation en vigueur en tenant compte que tous les travaux se déroulant dans un hôpital en site occupé.</p> <p>Respect des règles d'hygiène du CHU</p> <p>Limitation des émissions de poussière</p> <p>Risques aspergillaires</p> <p>Respect des horaires imposés par le fonctionnement du CHU</p> <p>Les travaux bruyants doivent faire l'objet d'un PT</p>	
Voisinage	<p>Limitation des émissions de poussière</p> <p>Risques aspergillaires</p> <p>Respect des horaires imposés par le fonctionnement du CHRU</p> <p>Comme précisé au chapitre 6.2, avant toute intervention chaque jour, s'assurer:</p> <ul style="list-style-type: none"> - que toutes les ouvertures qui vont de la zone chantier vers les services en activité (traversées de dalles, trous, portes,...) restent étanches - que les gravats ou débris soient évacués sous sacs fermés ou containers fermés - que la zone chantier soit évacuée chaque jour à la fin des travaux, le nettoyage devant être humide ou réalisé avec un aspirateur muni d'un filtre absolu (les balais sont interdits) 	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	La circulation des ouvriers et matériels est réalisée par les lifts extérieurs ou selon accord du CHRU par un ascenseur-monte charges réservés aux entreprises	
Inhalation poussières	Poussières (Bois, ciment, silice, plâtre...) : Lors des opérations entraînant l'émission de poussières, il est nécessaire d'utiliser des machines disposant d'équipement aux normes en vigueur et de système de captation à la source EPI adaptés (masque; protections oculaires)	
Contact électrique direct ou indirect	Intervention uniquement par du personnel habilité et formé à ce risque. Conformité de l'installation électrique avec différentiel 30mA. Respect de la procédure de consignation. Balisage des zones et affichage du risque.. Veillez à la fermeture des armoires et coffrets électriques. Utilisation de rallonges H07RNF d'une longueur maximale de 25 mètres Travaux dans locaux confinés ou humides ou conducteurs: utiliser du matériel sur batterie ou alimenté en 24 V(TBTS).	Respect des balisages. Interdire toute intervention d'une personne non habilitée.
Travaux à point chaud	Permis feu journalier, à chaque changement d'équipe, fait sur place au service de sécurité du CHRU Utilisation obligatoire d'un extincteur de l'entreprise, ainsi que d'une bâche ignifugée Interdiction de fumer dans le CHU, sur le site et dans la base vie Affichage permis feu obligatoire 1/ Extincteur homologué et vérifié par poste de travail. 2/ Personne formée au maniement des extincteurs. 3/ S'assurer qu'aucun matériau combustible est situé sur la zone de travaux ou à proximité. 4/ Mise en place d'écrans de protection sur chaque aire de travail. 5/ Inspection des lieux après travaux. Chaque entreprise assurera, sur l'ensemble des postes de travail présentant des risques d'incendie, la fourniture à son personnel de moyens de protection adaptés aux risques créés. La règle du permis feu sera imposée pour toute intervention par point chaud. Ce permis feu prévoira une interruption d'intervention par point chaud 2 heures avant le départ des salariés, et une visite par la personne de	Respect du balisage mis en oeuvre. Déclarer l'emploi tout produit et procédé inflammable, afin d'assurer d'assurer la coordination et la compatibilité des tâches.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>l'entreprise responsable de la sécurité qui devra s'assurer de l'absence de fumée ou d'odeur une ½ heure après l'arrêt des interventions par point chaud.</p> <p>Le permis feu sera rempli par l'entreprise concernée et sera signé par le représentant du maître d'ouvrage ou le service de maintenance, sécurité de l'Hôpital.</p> <p>Chaque entreprise assurera, en cas de besoin de renouvellement d'air, d'une introduction et extraction d'air afin de garantir la sécurité des salariés et éviter les explosions.</p>	
Produit inflammable	<p>Il est rappelé qu'aucun stockage de produits inflammables ou déflagrants ne doit avoir lieu à l'intérieur des bâtiments.</p> <p>Forcer la ventilation des locaux en cas d'emploi de produit à base de solvant .</p> <p>Afficher le risque à l'entrée des locaux et informer au préalable le maître d'oeuvre et le CSPS pour prise en compte dans la planification des tâches</p>	Interdire tous travaux par point chaud, lors de l'utilisation de produits inflammables
Engins et matériels	<p>Levage :</p> <p>Neutralisation de la zone à l'aplomb.</p> <p>Guidage des manoeuvres.</p> <p>Engin de levage vérifié, homologué et adapté à la charge.</p> <p>Réaliser une étude d'adéquation de la grue ou engin utilisé.</p> <p>Nommer les chef des manoeuvres et le responsable élingueur.</p> <p>S'informer des conditions météorologiques.</p> <p>Réaliser les DICT.</p> <p>Tout le matériel "engins, outillage" mis en oeuvre sur ce chantier doit être :</p> <ul style="list-style-type: none"> -normalisé, -adapté aux travaux à réaliser, -de mise en oeuvre aussi aisée que possible de manière à faciliter les conditions de travail, -à l'intérieur de la cellule : utilisation de matériel et engin à énergie électrique, proscrire l'emploi de machine à énergie thermique, <p>Utilisé par du personnel qualifié ayant été formé et instruit des risques spécifiques liés à son utilisation.</p> <p>Chaque entreprise doit veiller à ce que:</p> <p>Toutes les machines utilisées sont homologuées et possèdent les arrêts, protections, carters et aspirations, réglementaires. La réglementation en vigueur pour l'installation de machines en ateliers s'applique également sur les chantiers de</p>	Pas de travail sous les zones de levages et de montage

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>bâtiment et travaux publics, Le travail est favorisé par l'utilisation d'établi ou table de travail munis de points de fixation des pièces à travailler, Les opérateurs sont qualifiés et équipés des protections individuelles adaptées, Les scies de chantier (à proscrire dans la mesure du possible) sont installées sous abri et sont équipées des protections et guides nécessaires, Le sciage à eau est privilégié aux systèmes à sec, les scies à chaînes sont interdites, Les machines pour travail à sec sont équipées d'une aspiration, Lors d'emploi de "cutter" les opérateurs sont munis de gants,</p>	
Produits dangereux	<p>Chaque entreprise doit demander les fiches sécurité des produits employés, lire attentivement la notice d'utilisation, de stockage, d'élimination, transmettre les consignes aux opérateurs pour mise en application sur place, Ventilation des locaux</p>	
Travail isolé	<p>Aucun travailleur ne doit être affecté à un poste ou effectuer un travail s'il se trouve isolé et qu'il ne peut être secouru rapidement en cas d'accident ou d'incident, en particulier dans les cas de travaux en hauteur ou nécessitant l'usage d'un harnais de sécurité.</p>	
Eclairage	<p>L'accès au poste de travail doit être éclairé (y compris éclairage de secours en cas d'évacuation d'urgence) Le poste de travail doit être éclairé de manière satisfaisante pour l'utilisateur</p>	
Déplacement de plain-pied	<p>Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement. Cadencer les approvisionnements en matériaux et matériels, en respectant le planning , et afin d'éviter l'encombrement du chantier. Préciser les zones de stockage sur plan et la durée d'immobilisation de ces zones. Transmettre vos besoins en stockage.</p>	
Amiante	<p>Désamiantage réalisé en amont du présent projet dans le cadre de l'opération MEXT-DESA</p> <p>Les travaux de quelque nature que ce soit ne sont pas admis sur les zones non diagnostiquées Dans le cas de découverte de matériaux à base d'amiante ou susceptible d'en contenir, l'entreprise doit le signaler immédiatement aux Maître d'Ouvrage, Maître d'œuvre,</p>	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	Coordonnateur, afin de prendre les mesures nécessaires conformément à la réglementation	
Plomb	<p>Déplombage réalisé en amont du présent projet dans le cadre de l'opération MEXT-DESA</p> <p>Si présence de plomb résiduelle sur des supports qui n'auraient pas été déplombés, se conformer à la note ED6374 INRS L'entreprise concernée établira un mode opératoire à soumettre aux organismes ainsi qu'un avenant au PPSPS à soumettre au CSPS</p> <p>Pour le chef d'entreprise, la réglementation à prendre en compte est celle du Code du travail, pour tous travaux sur supports plombés (peintures cérusées, canalisations, éléments de couverture, etc.) : articles R.4412-1 à -58 (risque chimique), R.4412-59 à -93 (CMR), R.4412-152 et -153 (valeurs limites), R.4412-156 à -159 (hygiène), R.4412-160 (surveillance médicale renforcée). L'article R.4412-149 fixe la valeur limite d'exposition professionnelle à 0,1 mg/m³.</p>	

4.3. Co-activités et protections collectives

4.3.1. Organisation de la sécurité collective

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

- Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés,
- La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que chaque entreprise soit chargée de la fourniture, de la mise en place des protections collectives.
Jusqu'à l'achèvement des travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.
- La maintenance des protections collectives est à réaliser par les entreprises concernées
- Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux doit donc être mise en place.

L'entreprise doit définir dans son P.P.S.P.S, le type de protections qu'elle met en place.

- Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective.
- Les nouvelles protections sont maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.
- Le Coordonnateur SPS est informé des compléments ou modifications ainsi apportés avant toute intervention sur le site.
- Priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires,
- Tous les éléments en cours d'assemblage doivent être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.
- Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée.

Une information doit être faite lors des réunions de chantier.

Le matériel des protections collectives est identifié et exclusivement réservé à cet usage.(couleur distincte)

Le P.P.S.P.S. de l'entreprise précise le type de matériel proposé.

Eventuellement, à la fin de ses travaux, sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Oeuvre et du Coordonnateur SPS, elle doit passer les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder.

Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, doit s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux.

Si tel n'est pas le cas, il a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel, ainsi que le maintien et l'entretien de ces nouvelles protections.

Les modifications sont soumises au Coordonnateur et font l'objet d'un additif au P.P.S.P.S.

Le Maître d'Oeuvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

4.3.2. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise La Maitrise d'Oeuvre qui désignera une entreprise de substitution à la charge de l'entreprise défaillante est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise La Maitrise d'Oeuvre qui désignera une entreprise de substitution à la charge de l'entreprise défaillante qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Oeuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Oeuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles

Les travaux doivent s'effectuer dans des locaux ventilés.

Pour les travaux dans les sous-sols, de soudure et/ou dégageant de la poussière, une ventilation mécanique doit être mise en place.

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit être tel qu'il n'entraîne pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières, gaz toxiques, etc . . .

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles . . .). Ce paragraphe est complété dans le PPSPS de l'entreprise. Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

Prévention des risques de maladies professionnelles :

Aspiration, ventilation de locaux hors d'air

Choix de modes opératoires et de produits ne pouvant pas entraîner des nuisances telles que le bruit, vibrations, poussières, gaz toxiques ...

En cas d'impossibilité, emploi de matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles ...)

Travaux spécifiques :

Dispositions de nature à prévenir les risques d'explosion et d'intoxication lors de la mise en œuvre de colles, résines, peintures, matériaux d'isolation (mousses de polyuréthane) : communication préalable au

coordonnateur des fiches de données de sécurité, règles de stockage, ventilation des lieux de travail et de stockage, installation électrique adaptée aux risques
Règles d'exécution des contrôles gamma graphiques et de mise en œuvre de lasers

4.4. Equipement de levage

Sans objet

4.4.1. Autorisation de survol

Sans objet

4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site

4.5.1. Approvisionnements et stockage

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

4.5.2. Travaux superposés

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux

Les entreprises indiquent dans leur P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indiqueront le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Tout rejet dans le milieu naturel de matériaux polluants est strictement interdit.

Tout rejet dans le milieu naturel d'effluents liquides non traités est strictement interdit.

Les zones de stockage et d'entreposage sont définies par le maître d'œuvre à l'intérieur des emprises du chantier.

Chaque entreprise délimite matériellement ses installations.

A performance égale, l'emploi de matières ou de substances non dangereuses doit être retenu.

Dans le cas contraire, les entreprises concernées utilisant des matières ou des substances dangereuses doivent :

- Préalablement, en informer le maître d'œuvre et le coordonnateur sécurité.
- Joindre la fiche de données de sécurité correspondant à chaque matière ou chaque substance dangereuse au PPSPS.
- En cas de stockage sur le chantier, faire une demande d'autorisation écrite au maître d'œuvre et au

coordonnateur sécurité.

– Disposer à proximité de chaque poste de travail des extincteurs en nombre suffisant, vérifiés pour l'année en cours et appropriés au(x) risque(s) lié(s) à la nature de l'activité.

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation.

L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définies par l'entrepreneur après concertation avec " l'exploitant, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS " ou sont imposées par ces derniers.

4.5.4. Protection contre le bruit

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

4.5.5. Protection contre l'incendie

Permis de feu journalier réalisé auprès du PC sécurité du CHRU

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud et à jour de leurs vérifications périodiques.

Personnel formé à leur utilisation.

Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier.

Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS.

Les salariés doivent connaître le maniement des extincteurs

Il sera obligatoirement mis en place par les entreprises concernées des extincteurs appropriés aux différents risques :

Dans les locaux affectés au personnel

Dans les bureaux de chantier

Dans les locaux de stockage

Près des postes de travail particuliers, notamment les lots générateurs de points chauds.

Utilisation d'EPI adaptés en fonction des risques liés aux flammes et étincelles.

Joint de dilatation et autres points sensibles

Lors de travaux à risques, couvrir les JD (et autres matériaux inflammables) avec une bâche ignifugée sur toute la longueur du joint ou surface concernée.

Protéger du chaud les réseaux primaires en pvc et gaz médicaux.

Avoir un moyen d'extinction sur zone travaux.

4.5.6. Travaux en hauteur

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

4.5.7. Echafaudage, tour escalier

Arrêté du 21 Décembre 2004 relatif aux vérifications des échafaudages en cinq points

Préalablement à l'installation d'échafaudage de pied en périmétrie du bâtiment (ex : bardage), l'Entreprise de vrd procédera au remblaiement et compactage du matériau rapporté au droit des façades sur une largeur suffisante, effectuera les mouvements de terre et compactages, nécessaires de manière à obtenir une surface plane et stable permettant de recevoir ces échafaudages.

Utilisation d'échafaudage de pied "normalisé à montage en sécurité". L'installation fera l'objet d'un plan de pose à joindre au PPSPS,

Le montage d'échafaudages doit être réalisé par des personnes ayant reçu une formation adéquate (Décret 2004-924, article 4323-69)

Les échafaudages devront comprendre des escaliers de préférence aux trappes et échelles intégrées.

Les échafaudages devront comporter des lisses, sous-lisses et plinthes, y compris côté façade pour le cas où celle-ci serait distante de 20cm et plus de ces équipements

Les matériaux qui composent l'échafaudage doivent être d'une solidité et d'une résistance adaptée à leur emploi.

Les zones de travail seront fermées (barrières) afin d'éviter les risques d'accidents dus à la chute de matériel ou matériaux (tenir compte des courbes de chutes),

Privilégier les échafaudages avec montage et démontage en sécurité (MDS).

Etablir un protocole d'accord préalable à toute intervention d'autres corps d'état, ces derniers ne devant en aucune manière modifier l'échafaudage ni stocker d'équipements dont le poids ne correspondrait pas à la charge admissible de votre équipement

Si l'espacement entre les parois verticales et la face intérieure des échafaudages est supérieur à 0,20 m, les protections collectives (face intérieure). Des lisses devront être installées. (voir décret 08 01 1965).

Un moyen de protection contre le risque de chute d'objet au droit des accès devra être installé type auvent

Les échafaudages respecteront les prescriptions du Code du Travail

L'entreprise est fortement invitée à utiliser du matériel présentant les meilleures garanties de sécurité, en particulier comportant des dispositions assurant les protections collectives intégrées à la structure (garde corps) à l'avancement du montage (avant pose du plateau) et au démontage, ainsi qu'à l'exploitation.

Il devra être indiqué sur les plateaux la charge maximum autorisée par le constructeur

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. Un PV de réception sera laissé sur le site.

L'entreprise doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers.

Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles sont consignées sur le registre prévu à cet effet.

L'entreprise devra faire un examen approfondi de l'état de conservation de son échafaudage tous les 3 mois au maximum.

Sur le chantier, la notice du fabricant doit être disponible dans le registre de sécurité.

L'entreprise qui installe un échafaudage, de pied et/ou roulant devra :

- Apposer sur l'équipement en cours de montage, de modification, de dépose un PANNEAU ROUGE << ACCES INTERDIT >>
- Apposer sur celui-ci un panneau VERT << ACCES AUTORISE >> après vérification de conformité par la personne compétente et habilitée,
- Apposer en permanence un PANNEAU indiquant : LE NOM DE L'ENTREPRISE UTILISATRICE et SON

NUMERO DE TELEPHONE.

Nota : Ces panneaux devront pouvoir résister aux intempéries et être solidement fixés et lisibles.

4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

Tout engin à moteur circulant à l'intérieur de la zone "travaux" (hors chemin d'accès et zone de livraison) est considéré comme engin de chantier.

Limitée au strict emploi d'engins nécessaires aux mises en œuvre,

Neutralisation des zones de travail et de circulation, ... autrement que par un simple "rubalise", trop aléatoire pour la destination envisagée,

Formations et autorisations de conduite pour tout chauffeur de matériel à conducteur porté,

Equipped de gyrophare et klaxon de recul pour tout véhicule entrant dans les zones de travaux,

Se renseigner au préalable de toute intervention d'engins lourds type grue ou nacelle sur la portance des sols et la présence de réseaux enterrés

Pour chaque engin de chantier, chaque entreprise concernée tient impérativement à disposition sur le chantier les copies de l'examen d'adéquation et du rapport de la dernière vérification périodique réglementaire avec les justificatifs de réalisation des travaux requis.

Chaque entreprise concernée tient impérativement à disposition sur le chantier la copie de l'autorisation de conduite du conducteur délivrée par l'employeur.

La liste et les caractéristiques des engins de chantier utilisés pour le chantier doivent être insérées dans le PPSPS.

Lors de l'utilisation de nacelles, le port du harnais devra être obligatoire pour les équipements dont la notice constructeur prévoit ce port (avec crochets d'ancrage dans panier) ainsi que dans le cas de toutes les nacelles automotrices dont les commandes se situent dans le panier

Tout travail en hauteur doit être exécuté depuis des plateformes de travail pourvues d'accès et sécurisées. Les nacelles sont utilisées sur des sols stables, nivelés, sans accident, par du personnel formé muni de l'autorisation de conduite réglementaire. Les échafaudages font l'objet d'un plan d'installation et d'un montage par du personnel formé

4.6. Moyens communs

4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur

Sans Objet.

Compte tenu de la nature de cette opération, cette recommandation ne peut pas s'appliquer.

4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier

Voir détail dans l'annexe « MESA »

4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels

Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre (SCALP) pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles : voir détail dans l'annexe « SCALP »

4.6.4. Protection des accès – Auvents

Des auvents assurant une protection efficace (en fonction du poids des objets susceptibles de tomber) doivent être installés par l'entreprise d'échafaudage à l'aplomb des accès du bâtiment.

L'entreprise d'échafaudage a à sa charge la fourniture, la mise en place et la maintenance de cette protection.

4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets

Les gravats seront évacués au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Les entreprises auront la possibilité d'installer des bennes pour stocker leurs détritiques selon les dispositions indiquées sur le plan d'installation de chantier.

Les bennes seront implantées selon les dispositions indiquées sur le plan d'installation de chantier.

Chaque jour les entreprises devront laisser leur(s) zone(s) de travail exempte(s) de toutes salissures.

Les déchets devront être stockés proprement dans des bennes, des containers, des sacs ou palettisés par exemple. En aucun cas, ils devront être posés de façon anarchique à même le sol.

Les déchets devront être triés suivant leur nature :

- Matériaux d'excavation
- Déchets de chantier inertes (béton, mortier, liants hydrauliques ...),
- Autres déchets de chantier considérés comme déchets industriels banals (bois, métaux, verres, matières plastiques, déchets d'emballage...)
- Déchets spéciaux dangereux.

Tous les matériaux dangereux doivent faire l'objet d'un stockage et d'une procédure d'élimination spécifiques conformes à la réglementation;

En cas de défaillance, le Maître d'ouvrage fera effectuer le nettoyage à la charge de l'entreprise défaillante.

Fourniture d'une notice précisant le mode opératoire de démolition et d'élimination des déchets.

Suivi des déchets par bordereaux d'élimination.

5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

5.2. Nettoyage

Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

La règle générale est la suivante : chaque entreprise est responsable de la tenue et de la propreté de son chantier et assure donc quotidiennement le nettoyage de ses zones de travaux.

La destruction par le feu sur le chantier est strictement interdite.

Chaque entreprise se charge ainsi du tri obligatoire et de l'évacuation de ses déchets et de ses décombres

conformément à la réglementation en vigueur : bordereau de suivi des déchets et des décombres en décharge agréée.

Le lot ITE a en charge le nettoyage et la maintenance des voies, abords intérieurs et extérieurs du chantier jusqu'à la fin du chantier, assure la maintenance et le nettoyage quotidien des locaux mis à la disposition des personnels (salle de réunion, sanitaire, vestiaires,), l'approvisionnement des consommables nécessaires à l'emploi et à la maintenance des locaux mis à la disposition des salariés, la mise en place de poubelles et leur vidage à l'intérieur du cantonnement,

Part ailleurs, chaque entreprise sera responsable de l'évacuation des déchets. Dans le cas d'utilisation de bennes, leur remplacement devra être effectué à chaque fois que cela s'avèrera nécessaire, sans jamais que ces bennes débordent.

5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement

- D.I.C.T - **DT-DICT**

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT faite par le Maître d'ouvrage (ref. 201809040098 OTTU datée du 05/09/2018)
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T - Il incombe à chaque entreprise d'établir toutes les demandes d'autorisations nécessaires à la réalisation de ses travaux.

L'entreprise établit les déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT) auprès des exploitants ou des concessionnaires concernés.

Ces DICT accompagnées des réponses des exploitants ou des concessionnaires concernés sont présentées à la maîtrise d'oeuvre et au coordonnateur SPS.

Les travaux ne peuvent commencer que lorsque les recommandations, les mesures de prévention ou de sécurité ou les moyens de protection mentionnés dans les réponses aux DICT sont effectivement mis en oeuvre, éventuellement en concertation avec les exploitants ou les concessionnaires concernés.

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Les renseignements sont obtenus auprès des exploitants (DICT) et du responsable de projet

Réforme DT-DICT du 1er juillet 2012

L'encadrant du chantier ainsi que la totalité des conducteurs d'engins doivent être titulaires de l'Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR) délivrée par l'employeur et obligatoire à dater du 1er janvier 2018, cette obligation ayant été étendue à l'ensemble des intervenants à proximité de réseaux au 1er janvier 2019.

- Demandes d'arrêtés -
- Autorisations concessionnaires -

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

Réalisée en site occupé dans le CHRU Jean Minjoz, cette opération implique une attention toute particulière en ce qui concerne les clôtures de chantier, signalétique, entrées et sorties du site, poussières, bruits, horaires de chantier, etc

Les entreprises seront soumises au phasage de travaux réalisé par le MOE

Elles devront veiller à la conformité réglementaire de l'établissement pendant toute la durée des travaux, tout particulièrement la sécurité incendie

Les patients, personnels, visiteurs et fournisseurs du site, et par extension les riverains, ne devront en aucune manière être impactés par les travaux.

Les accès au chantier doivent rester en permanence libres aux véhicules de secours et protégés des nuisances liées aux travaux. Ainsi, ces accès ne doivent pas être encombrés par des dépôts de matériaux, de matériels ou occupés par des stationnements de véhicules particuliers ou d'entreprises et d'engins de chantier.

Chaque entreprise veille à mettre en place les ouvrages nécessaires aux maintiens des accès.

Travaux à proximité d'un service hospitalier en activité - risque infectieux

Fermer les portes d'entrée des services.

Fermer toutes les portes des locaux en activité (bureaux; vestiaires) donnant sur le noyau central ou sur toute autre zone en activité au moment des travaux

Ne pas stocker de matériel ou matériaux dans le noyau central ou toute autre zone en activité pendant toute la durée des travaux.

Les zones de travaux devront être étanches aux poussières de manière continue et en tous points.

Escaliers et/ou sorties de secours

Un système de sas devra être prévu avec des cloisons réalisées de manière efficace et durable, étanches aux poussières.

Signalétique adaptée aux abords des zones de travaux (ex: travaux en cours, chantier interdit au public côté service/ zone interdite d'accès, zone sensible côté chantier)

Les portes devront être parfaitement étanches et munies d'un affichage "passage autorisé en cas d'urgence électrique"

Les portes ne devront pouvoir être disponibles qu'en cas d'évacuation incendie avec une poignée seulement côté chantier.

Intervention en journée

Avant toute intervention chaque jour, s'assurer:

- que le confinement est étanche
- que toutes les ouvertures qui vont de la zone chantier vers les services en activité (traversées de dalles, trous, portes,...) restent étanches
- que les bouches de soufflage et de reprise d'air soient toujours obturées
- que les gravats ou débris soient évacués sous sacs fermés ou containers fermés
- que la zone chantier soit évacuée chaque jour à la fin des travaux, le nettoyage devant être humide ou réalisé avec un aspirateur muni d'un filtre absolu (les balais sont interdits)

La circulation des ouvriers et matériels est réalisée par les lifts extérieurs ou selon accord du CHRU par un ascenseur-monte charges réservés aux entreprises

Risque feu

La détection incendie provisoire doit être opérationnelle pour toute la durée des travaux TCE, de même que les caméras de surveillance des ailes et du noyau central.

Les JD doivent être protégés en permanence du risque incendie, selon procédure CHRU:

- JD verticaux: mise en place de nouvelles tresses + mastic + couvre-joint
- JD horizontaux dalle basse: protection par scotch épais
- JD dalle haute: couvre-joint

6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

D'autres chantiers peuvent être en cours sur le site de l'hôpital Minjoz.

Tous travaux réalisés en dehors des zones prédéfinies, ou réalisés à proximité d'un autre chantier, devront faire l'objet d'une concertation préalable avec le CSPS du chantier concerné.

Un avenant au PPSPS des entreprises concernées sera établi par celles-ci et validé par le CSPS titulaire.

De manière générale, dans le cas où un chantier voisin serait d'actualité, le CSPS prendra contact avec son homologue afin de déterminer les règles communes visant à gérer la coactivité entre les 2 opérations, ce en accord avec les MOA et MOE des 2 opérations respectives (clôture, gestion des accès, interférences des engins de levage, etc).

6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

Pour toute intervention située en dehors du périmètre clos et indépendant de la zone soumise à Coordination SPS (Décret du 26/12/1994), l'exploitant établira un Plan de Prévention (Décret du 10/02/1992) auprès des entreprises concernées.

6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion)

Permis de feu quotidien à rédiger par l'entreprise et le PC sécurité du CHU pour tous travaux générateurs de flammes, points chauds, étincelles

6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages

Sans objet, les zones de travaux étant closes et indépendantes des zones en activité

6.7. Locaux témoins

Sans objet

7. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées.

7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

7.4. Procédure d'organisation des secours

Chaque entreprise doit avoir un sauveteur secouriste du travail PAR EQUIPE AU TRAVAIL pour assurer les premiers secours aux victimes.

Le sauveteur secouriste du travail doit être à jour de son recyclage.

Le nom de chaque sauveteur secouriste du travail est communiqué par chaque entre-prise à la maîtrise d'œuvre et au coordonnateur SPS.

Chaque sauveteur secouriste du travail porte visiblement et durablement sur sa tenue de travail un badge l'identifiant comme sauveteur secouriste du travail.

Définir les procédures d'organisation des secours :

Consignes de premiers secours

1. Ne pas bouger la victime.
2. Protéger la victime.
3. Prévenir les secours.
4. L'appel
 - rester calme.
 - faire le 18, le 15 pour le SAMU. (le 112 en cas d'utilisation d'un téléphone mobile).
 - donner l'adresse du chantier (N°, rue, Immeuble).
5. Préciser
 - le nombre de victimes.
 - la nature des blessures.
 - ne pas raccrocher le premier, donner votre numéro de téléphone.
6. Prévoir
 - une personne en attente à l'entrée du bâtiment ou du chantier afin de guider les secours.
 - ne jamais laisser une victime seule.

Liste

- Des secouristes (formés ou à former) dans le chantier
- Affiche "appel en cas d'accident" à renseigner

- Du matériel médical existant sur le chantier

Petit matériel de secours

Il est exigé de toutes les entreprises de munir leur personnel d'une trousse de pharmacie complète, maintenue à jour.

Son contenu peut être défini ou complété par le médecin du travail de l'entreprise et utilisé par une personne compétente.

L'affiche "EN CAS D'ACCIDENT" (JOINTE EN ANNEXE) convenablement remplie pour le chantier est affichée visiblement et durablement près du téléphone par le lot gros œuvre.

Appel au secours

Chaque entreprise est tenue d'informer son personnel sur le lieu et l'endroit où se trouve le téléphone en cas d'appel des secours.

Déclaration

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents sont signalés au Maître d'ouvrage, au Maître d'œuvre et au Coordonnateur.

7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

7.6. Point de rencontre secours

Le titulaire devra indiquer ce point sur le PIC ainsi que sur le PPSPS

7.7. Modèle de fiche de secours

EN CAS D'ACCIDENT

Appelez les Pompiers



18 ou 112

et dites :

1. ICI CHANTIER : AMENAGEMENT DU SERVICE ANATOMIE PATHOLOGIE NIVEAU SS2

Adresse : 3 boulevard Alexander Fleming 25000 BESANCON

2. PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

4. FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

Le titulaire devra indiquer ce point sur le PIC ainsi que sur le PPSPS

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER

ANNEXES AU P.G.C.

Liste des pièces jointes au P.G.C.

- DHOL 1
- Annexe_Presence_Silice
- Annexe_MESA
- Annexe_SCALP



MESA : Mise en Service des Ascenseurs définitifs en phase chantier

**Ce document est issu du document commun CRAMIF - OPPBTP – FFB – SIST BTP
Des points techniques existent dans le document MESA édité par la CRAMIF**

Le maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le coordonnateur sont les principaux acteurs de la mise en œuvre de ce processus.

Le Maître d'ouvrage est le donneur d'ordre. Il applique et fait appliquer les principes généraux de prévention.

En collaboration avec son CSPS et son maître d'œuvre, il fixe ses objectifs de réduction des manutentions manuelles et organise l'utilisation des moyens communs.

La mise en service des Ascenseurs définitifs (MESA) permet d'atteindre cet objectif.

Le Maître d'ouvrage :

- Décide de la MESA (*et informe ses services concernés, acheteurs par exemple*),
- Demande au Coordonnateur SPS d'intégrer au PGC la MESA dès l'APS et contractualise avec lui la présence de la mission et que les éléments suivants seront suivis :
 - rédaction d'un chapitre du PGC,
 - suivi de la mise en service dans le cadre de ses visites (registre journal),
 - assistance aux réunions préparatoires à la MESA organisées par le Maître d'Œuvre,
 - point systématique de la MESA à chaque CISSCT (opération de catégorie 1),
- Demande au Maître d'œuvre :
 - l'intégration de la MESA dans les différentes pièces contractuelles du DCE (CCTP, CCAP, ...),
 - d'intégrer l'achat de la prestation pour une utilisation identique à celle d'un ascenseur définitif (libre-service 24h/24h, maintenance et secours),
 - d'intégrer la MESA dans la convention signée avec l'ascensoriste,
 - d'organiser un point hebdomadaire de suivi de la MESA dès la première réunion de chantier, anticipe le choix de la cabine,
 - d'autoriser le démontage de la grue à tour après la mise en service de l'ascenseur (continuité de la mécanisation des manutentions manuelles),
 - de procéder avec l'ascensoriste, à un état des lieux contradictoire de la cabine, au début et à la fin de l'utilisation en phase chantier.

Pour mettre l'ascenseur en service, l'ascensoriste fournit au propriétaire (Maître d'ouvrage) la déclaration de conformité CE, justifiant :

- soit le respect des exigences de la directive avec les éventuelles mesures compensatrices retenues
- soit l'application de la norme harmonisée adéquate.

Le Maître d'ouvrage devient le propriétaire de l'ascenseur dès sa mise en service.



Le document MESA CRAMIF comporte :

- Une liste des Points techniques obligatoires que le MOE devra intégrer dans ses documents.
- Une FAQ sur les principales questions qui pourraient se poser
- Un exemple de convention que le MOA peut passer avec son prestataire ascensoriste.
- Une liste des liens utiles, reproduite ci-dessous :

org www.ameli.fr

www.preventionbtp.fr

www.travailler-mieux.gouv.fr

www.inrs.fr

www.cramif.fr

www.legifrance.gouv.fr



SCALP : Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre*

Définition :

Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles.
METAH et SCALP sont des prestations qui sont liées entre elles.

Descriptif des prestations SCALP

Une bonne gestion logistique permet d'optimiser l'organisation des travaux, de diminuer les coûts, de respecter les délais, d'améliorer les conditions de travail des salariés ainsi que la qualité des ouvrages.

L'amélioration de la logistique est une démarche structurante pour les maîtres d'ouvrage :

Amélioration de l'organisation des travaux

Maîtrise plus précise de la chaîne des approvisionnements.

Meilleure qualité des prestations par diminution des détériorations

Exemple : parement des cages d'escalier ou matériels endommagés lors des transports manuels

Respect du délai global : meilleure maîtrise des délais par la réduction des aléas au niveau de chaque entreprise. Le planning d'approvisionnement permet d'identifier le chemin critique avec les points bloquants

Rentabilité de l'investissement « logistique » par respect du planning d'exécution (réduction du temps d'approvisionnement) et par mutualisation des moyens de manutention

Amélioration de l'image de marque :

un chantier organisé et propre est valorisant

Respect des obligations réglementaires (loi sur la coordination SPS, principes généraux de prévention, Responsabilité du maître d'ouvrage...)

L'amélioration de la logistique permet de diminuer les manutentions manuelles, qui sont la principale cause des accidents du travail (AT) et à l'origine de la majorité des maladies professionnelles (MP).

Cette démarche structurante dans l'organisation des travaux est bénéfique sur de nombreux points pour les entreprises :

Gains de productivité, en particulier pour les salariés ayant une qualification

Exemple : dépenses de main d'œuvre pour la manutention = 10% environ du montant des travaux ; une diminution d'1/3 des manutentions = 3% du coût global des travaux (INRS – ED 884)

Diminution des coûts par la mutualisation de moyens de manutention (grue, ascenseur de chantier, monte-matériaux, chariot...) et meilleure maîtrise des conditions de leur mise à disposition

La mutualisation des moyens de manutention évite les risques liés à l'utilisation de multiples moyens de levage propres à chaque entreprise

Exemple : un ascenseur de chantier peut remplacer avantageusement un treuil sur baie utilisé par une entreprise de carrelage

Amélioration de la qualité des prestations par la réduction des pertes et détériorations liées à un stockage anarchique : le coût de la non-qualité sur chantier peut représenter environ 10% du montant des travaux

* Source : CNAM, guide pour la mise en commun établi en 2015



Valorisation du métier et diminution des risques psycho-sociaux par une motivation supplémentaire des ouvriers qualifiés

Exemple : la mécanisation des manutentions permet d'éviter le coltinage des matériaux par des ouvriers qualifiés

Diminution de la pénibilité du travail

Évacuation des déchets de façon rationnelle, avec du matériel adapté, permettant des circulations mieux dégagées dans les étages et donc une diminution des AT dus aux chutes de plain-pied (2e cause d'AT)

Diminution des coûts dus aux accidents du travail et aux maladies professionnelles :

- diminution de risques tels que lombalgies, troubles musculosquelettiques

(TMS), chutes de hauteur, malaises...

- baisse des coûts directs liés aux arrêts de travail, à l'absentéisme : 1,7 millions de journées perdues par an dues aux accidents de manutentions manuelles (INRS – ED 884),

- baisse des taux de cotisations AT (sur le long terme)

- frein à l'augmentation exponentielle des MP

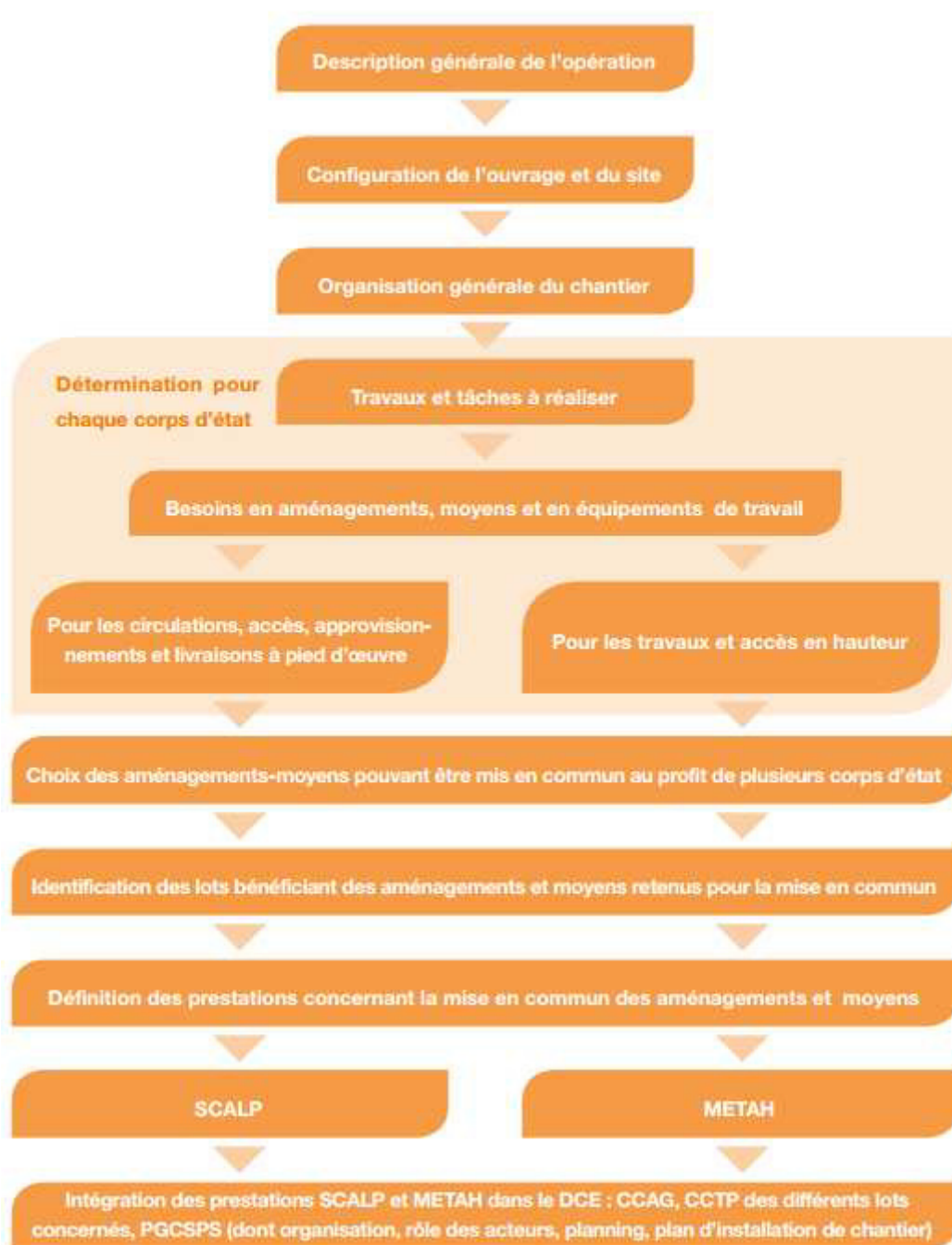
Amélioration de l'image de marque (circulation balisée, organisation visible, stockages organisés...)

Respect des principes généraux de prévention, de la recommandation CNAMTS : R.477 sur les manutentions

Fidélisation des sous-traitants

Exemple : partenariat sous-traitants, amélioration des conditions de travail

Principales étapes pour définir les prestations SCALP et METAH



Document harmonisé d'organisation des livraisons en sécurité (modèle de DHOL - R.476)

CSPS	Jean-luc PELE	+336 73 49 95 91
Mise à jour		

Partie à remplir par le CSPS				
Adresse chantier	3 boulevard Alexander Fleming 25000 BESANCON	Coordonnées GPS		
Contraintes horaires de livraisons		Moyens mutualisés de levage et manutention (cf. PGCSPPS)		
Autres renseignements utiles (contraintes administratives, ..)		Quai de déchargement	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non

Partie à renseigner par l'entreprise et à joindre à son PPSPS				
Nom de l'entreprise		Adresse siège		
Nom du réceptionnaire		Coordonnées du réceptionnaire		
Plages horaires de livraisons				
Présence chef de manœuvre	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non		
Distance et hauteur maxi de la zone de déchargement au camion	<input type="checkbox"/> d(m) <input type="checkbox"/> h(m)	Charge utile de la recette à matériaux (le cas échéant)	<input type="checkbox"/>	
Appareil de levage utilisé pour l'opération	<input type="checkbox"/> grue de chargement	<input type="checkbox"/> appareil propre au chantier		
		<input type="checkbox"/> appareil à la charge du fournisseur	Type	
Autres renseignements utiles				